Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Québec

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G01	Voyages hors QC	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés i) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.
G02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
G03	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
G04	Publicité sur internet	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G05	Conférences de presse, événements	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement. Par le ministère ou l'organisme : d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement; e) le but visé par chaque dépense; f) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement. Par un professionnel ou par une firme externe : g) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement; h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; k) le but visé par chaque dépense; l) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.
G06	Formation en communication	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
G07	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.
G08	Contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G09	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
G10	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 : a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
G11	Développements informatiques	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G12	Projets de développement informatique en infonuagique	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : l) la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. m) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
G13	Dépenses diverses	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G14	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous- ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) les coûts d'acquisition des appareils; d) le coût d'utilisation des appareils; e) le coût des contrats téléphoniques; f) les noms des fournisseurs; g) le nombre de minutes utilisées; h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
G15a	Minorités visibles 35 ans et +	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
G15b	Minorités visibles - de 35 ans	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
G15c	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
G15d	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
G15e	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
G15f	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G15g	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
G15h	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
G15i	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
G15j	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
G15k	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
G15l	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
G15m	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
G15n	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
G15o	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : n) le nombre d'employés permanents et temporaires;
G15p	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : o) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
G15q	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : p) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G15r	Effectif autorisé Loi 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : q) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
G15s	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
G16a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
G16b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
G16c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.
G16d	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
G17	Baux SQI	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.
G18	Aménagement SCT	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
G19	Aménagement SCT, Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G20	Membres du Cabinet	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
G21	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
G22	Personnel hors structure	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2020-2021.
G23	Personnel en disponibilité	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2020-2021.
G24	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2020-2021.
G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.
G27	Personnel rémunéré MO affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
G28	Abonnements SCT	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.
G29	Abonnements SCT, Cabinet	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.
G30	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
G31	Sites Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
G32	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G33	Visites ministérielles et sous ministérielles	Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régons et les villes visitées; b) les personnes rencontrées; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
G34	Adjoints parlementaires	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.
G35	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
G37	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.
G38	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.
G39	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.
G40	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
G41	Primes au rendement et bonis - SCT	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
G42	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G43	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
G44	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
G45	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
G46	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
G47	Reconduction des programmes existants	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
G48	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
G49	ETC Plan Nord	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
G50	Budget Plan Nord	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
G51	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
G52	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
G53	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
G54	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.
G55	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
G56	Contrats service juridique	Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
G57	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G58	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
G59	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
G60	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
G61	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
G62	Rencontres diverses	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.
G63	Rencontres importantes - gouvernement	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les participants; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
G64	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses; e) La firme retenue; f) Les coûts.
G65	Politique jeunesse Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G66	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.
G67	Reconnaissance des acquis - personnes immigrantes	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.
G68	Protection des renseignements personnels	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.
G69	Politique culturelle du Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.
G70	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
G71	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
G72	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).
G73	d'action - Premières nations et des Inuits	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».
G74	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
G75	Politique gouvernementale de prévention en santé	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
G76	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».
G77	Stratégie d'action - Ensemble, nous sommes le Québec	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».
G78	Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018-2023	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.
G79	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âge ».
G80	Conciliation travail-famille	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.
G81	Électrification des transports	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.
G82	Rétention des travailleurs d'expérience	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
G83	Occupation et vitalité des territoires 2018-2023	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G84	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.
G85	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
G86	Demandes d'accès à l'information	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020: a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse
G87	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
G88	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
G89	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Table des matières

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G90	Budget carbone	Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 : a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère ; b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés ; c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant. i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent. d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère. e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement. f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.
G91	Effectifs gestion Fonds vert	Veuillez fournir le nombre d'effectifs attitrés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019- 2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.
G92	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
G93	Rémunération des stages	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.
G94	Véhicules	Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le type de véhicules; c) le nombre de véhicules hybrides; d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; e) le nombre de véhicules électriques.

Renseignements généraux

Question 1	**Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 :** **a) les endroits et dates de départ et de retour;** **b) la copie des programmes et rapports de mission;** **c) les personnes rencontrées;** **d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);** **e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;** **f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;** **g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;** **- les détails de ces ententes;** **- les résultats obtenus à ce jour;** **h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;** **i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.** **j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.**

Réponse :

VOYAGE	COÛT
Ottawa, Ontario, Canada, 14 au 16 mai 2019. Madame Marie-Laurence Beaumier, conseillère en égalité au Secrétariat à la condition féminine. Participer à la réunion des hautes fonctionnaires du Forum fédéral, provincial et territorial des ministres responsables de la Condition féminine.	1 192,20 $
Victoria, Colombie-Britannique, Canada, du 2 au 6 décembre 2019. Madame Catherine Ferembach, sous-ministre associée chargée du Secrétariat à la condition féminine et madame Marie-Laurence Beaumier, conseillère en égalité.	4 108,62 $
New York, États-Unis, 10 au 13 mars 2019. Madame Catherine Ferembach, sous-ministre associée chargée du Secrétariat à la condition féminine et madame Marie-Laurence Beaumier, conseillère en égalité. Participer à la mission de madame Isabelle Charest, ministre déléguée à l'Éducation et ministre responsable de la Condition féminine, dans le cadre de la 63e Commission de la condition de la femme.	1 218,54 $

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 18)**. http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Question 2	**Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020:** **a) les raisons du déplacement;** **b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;** **c) les coûts ventilés;** **d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.** **e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.**

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels **(art. 4 paragraphe 17). http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/**

Renseignements généraux — Étude des crédits 2020-2021

Question 3	**Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :** **a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;** **b) les noms des firmes de publicité retenues;** **c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);** **d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;** **e) le but visé par chaque dépense;** **f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;** **g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.**

Réponse :

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	BUT VISÉ	COÛT
Fondation Y des femmes de Montréal	Commandite	26e Prix Femmes de mérite	5 000 $
Mission Old Brewery Services aux femmes	Commandite	Gala Mission pour Elles	4 950 $
Femmes en affaires - HEC Montréal	Commandite	Comité Femmes en affaires	1 500 $
Réseau des femmes d'affaires du Québec	Commandite	Prix Femmes d'affaires du Québec 2019	6 000 $
Agricultrices du Québec	Commandite	Gala Saturne	2 000 $
L'ILOT	Commandite	ACTE | Festival de la collaboration 2019	2 500 $
Femmes en affaires de la Capitale-Nationale	Commandite	Gala Reconnaissance 2019	1 500 $
Bureau de consultation jeunesse de Verdun	Commandite	Festival Arts de rue au féminin	500 $
Université Laval	Commandite	Jeux de la Science politique	1 000 $
Salon du livre de Trois-Rivières	Commandite	32e édition du Salon du livre de Trois-Rivières	1 200 $
Défi des Demois'Ailes	Commandite	8e édition du Défi des Demois'Ailes	1 000 $
Cégep de l'Outaouais / Association des étudiant.e.s en technique policière	Commandite	Sans violence pour elles	1 000 $
OSEntreprendre	Commandite	Prix Coup de cœur Entrepreneuriat au féminin dans le cadre de la 22e et 23e édition du Défi OSEntreprendre	10 000 $
Fédération des comités de parents du Québec	Commandite	Congrès annuel	1 000 $

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 24)**. **http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/**

Question 4	**Liste des *dépenses* de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :** **a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;** **b) les noms des firmes de publicité retenues;** **c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);** **d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;** **e) le but visé par chaque dépense;** **Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.**

Réponse :

Aucune dépense de publicité en 2019-2020 effectuée spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.)

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Renseignements généraux

Question 5

Liste des *dépenses* pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le cabinet ministériel :
a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par le ministère ou l'organisme :
d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
e) le but visé par chaque dépense;
f) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:
g) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
k) le but visé par chaque dépense;
l) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Réponse :

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÉNEMENT	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
Photomédia, Reprografic, Fleuriste du Faubourg, Pontbriand, Assemblée nationale, Catherine Perrin, Louis Solem, Photomédia,	Prix Égalité Thérèse-Casgrain 2020	Gré à gré	13 171 $	Tenue d'une activité de reconnaissance dans le cadre du Prix Égalité Thérèse-Casgrain visant à récompenser des projets réalisés par des organismes publics, parapublics, privés ou communautaires qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec.
Rose-Marie Charest, Léa Clermont-Dion, Alix Gagnon, Marie-Claude Barrette, Restaurant le Parlementaire	Panel de discussion	Gré à gré	12 053 $	Tenue du panel de discussion « L'hostilité en ligne visant les femmes » en vue d'informer et outiller les élues de l'Assemblée nationale en matière de cyberharcèlement.
Restaurant le Parlementaire, Le Rouge Vin	Atelier de discussion	Gré à gré	626 $	Tenue du petit-déjeuner du comité femmes de l'Amicale des anciens parlementaires

Question 5 **Suite**

Réponse :

Restaurant le Parlementaire, Fairmont le Château Frontenac	Atelier de discussion	Gré à gré	4 919 $	Tenue de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones
Centre St-Pierre	Consultations	Gré à gré	524 $	Tenue de consultations en vue du Forum des partenaires en égalité
Centre St-Pierre, La Cuisine Collective Hochelaga-Maisonneuve, frais de déplacement des personnes participantes	Atelier de discussion	Gré à gré	1 378 $	Rencontre des personnes-ressources en matière d'aide à la sortie de la prostitution
Cégep de Sainte-Foy, Coopsco Sainte-Foy	Atelier de discussion	Gré à gré	1 069 $	Perspective jeunesse : La violence dans les relations intimes ou amoureuses chez les 15 à 19 ans
Françoise Guénette, Innutelecom, Centre Mont-Royal, Christian Blais Photographe, Fleuriste Centre-Ville, Stage Vision	Consultations	Gré à gré	38 386 $	Tenue du Comité de travail en violence conjugale et du Forum des partenaires en égalité les 26 et 27 février 2020 visant à assurer la pertinence et la cohérence des interventions gouvernementales

Question 6	**La liste des dépenses en formation de communication :** **Organisée par le ministère ou l'organisme :** **a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;** **b) le but recherché par chaque dépense;** **c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;** **Données par un professionnel ou une firme externe :** **d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;** **e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;** **f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);** **g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;** **h) le but visé par chaque dépense;** **i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.**

Réponse :

Aucune dépense en formation de communication en 2019-2020.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels **(art. 4 paragraphes 22 et 23)**. http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Renseignements généraux — Étude des crédits 2020-2021

Question 7	**La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant:** **a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;** **b) le but visé par chaque dépense;** **c) la nature de la formation;** **d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;** **e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.**

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels **(art. 4 paragraphes 22 et 23).** http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Renseignements généraux

Question 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant:
a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués;
d) la date d'octroi du contrat
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer

Réponse :

FOURNISSEUR	TOTAL
Alix Gagnon	1 875 $
Les Ateliers de conversation anglaise, ACA	1 725 $
Catherine Perrin	1 270 $
Communications Vulgaris	20 000 $
Éducaloi	19 375 $
Fondation Y des femmes	5 000 $
Françoise Guénette	2 000 $
Innutelecom	1 243 $
Innutelecom	1 253 $
Léa Clermont-Dion	2 575 $
OSEntreprendre	10 000 $
Paradoxx	5 395 $

Renseignements généraux **Étude des crédits 2020-2021**

Question 8	**Suite**

Réponse :

Photomédia	1 700 $
Réseau des Femmes d'affaires du Québec	6 000 $
Rose-Marie Charest Communications	2 375 $
Zin communications Inc.	4 375 $

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

Question 9	**Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :** **a) la liste des soumissions et le montant de chacune;** **b) la grille d'évaluation des soumissions;** **c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;** **d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;** **e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

Réponse :

Aucun appel d’offres public n’a été fait en 2019-2020.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système d’appel d’offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

Question 10	**Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :** **a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;** **b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);** **c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;** **d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;** **e) une description de son mandat;** **f) la date de début de son contrat;** **g) la date prévue de fin de son contrat;** **h) sa rémunération annuelle.**

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 11	**Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :** **a) le nom du projet;** **b) la nature du projet;** **c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);** **d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;** **e) les plus récentes évaluations du coût du projet;** **f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;** **g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;** **h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;** **i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;** **j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;** **k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :** **- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;** **l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.** **m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI .**

Réponse :

Aucun projet informatique n'est sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 $ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/.

Question 12	**Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :** **a) le nom du projet;** **b) la nature du projet;** **c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);** **d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;** **e) les plus récentes évaluations du coût du projet;** **f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;** **g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;** **h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;** **i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;** **j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;** **k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :** **- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;** **l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 11.

Renseignements généraux — Étude des crédits 2020-2021

Question 13	**De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:** **a) la photocopie;** **b) le mobilier de bureau;** **c) l'ameublement;** **d) la décoration et l'embellissement;** **e) le distributeur d'eau de source;** **f) le remboursement des frais de transport;** **g) le remboursement des frais d'hébergement;** **h) le remboursement des frais de repas;** **i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;** **j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :** **I. a) au Québec;** **II. b) à l'extérieur du Québec.**

Réponse :

2019-2020	SCF
PHOTOCOPIE	1 501,71 $
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	0,00 $
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0,00 $
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0,00 $
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	9 293,95 $
FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	867,00 $
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	6 135,00 $*
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0,00 $

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

*Ce montant inclut le coût total d'une formation offerte à 12 employés du Secrétariat à la condition féminine. 4 employés du Bureau de la sous-ministre associée ont participé à cette formation.

Question 14	**De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :** **a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;** **b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;** **c) les coûts d'acquisition des appareils;** **d) le coût d'utilisation des appareils;** **e) le coût des contrats téléphoniques;** **f) les noms des fournisseurs;** **g) le nombre de minutes utilisées;** **h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;** **i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme** **j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.** **k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.**

Réponse :

	SCF
Le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autres types de téléphones intelligents	5
Le nombre d'ordinateurs portables, d'Ipad et d'autres types de tablettes électroniques	1
Le nombre de téléavertisseurs utilisés	0
Le nom des fournisseurs	Rogers et Telus
Le coût d'acquisition des appareils	0 $
Le coût d'utilisation des appareils	Inclus dans le coût des contrats
Le coût des contrats téléphoniques	1 483,20 $/annuel
Le coût des frais d'itinérance	0 $
Les coûts de résiliation	0 $

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels **(art. 4 paragraphe 25).** http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Question 15	**Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 :** **a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;** **b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;** **c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;** **d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;** **e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);** **- le coût moyen par employé, selon la classe de travail;** **f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;** **g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;** **h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;** **i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;** **j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);** **k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;** **l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;** **m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);** **n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;** **o) le nombre d'employés permanents et temporaires;** **p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.** **q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;** **r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;** **s) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.**

Réponse :

a), b) Voir l'annexe A.

c), e), f) Voir l'annexe B.

d), g) Voir l'annexe C.

h) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 15	Suite

Réponse :

i) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) Voir l'annexe D.

k) Au 31 mars 2020 : 4 employés avaient un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.[1]

l) Au 31 mars 2020 : Aucun employé n'avait un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il a accomplie.[2]

m) La réponse à cette question se trouve à la question 15 j).

n), o), p) Les réponses à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) Le Secrétariat à la condition féminine n'a aboli aucun poste pour l'année 2019-2020.

r) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Au 31 mars 2020 : il y a 2 postes vacants au Secrétariat à la condition féminine.

[1] *Personnes désignées sur un emploi professionnel de complexité expert ou émérite.*
[2] *Employés hors échelle.*

Question 15 — Suite

Réponse :

Annexe A

Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel régulier masculin et féminin pour chacun des groupes cibles et par catégorie d'emploi au 31 mars 2020

Catégories d'emplois	Groupes d'âge	Nombre total	Femmes		Hommes		Personnes handicapées		Communautés culturelles visées		Anglophones		Autochtones	
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Cadre et TES	Moins de 35 ans	0	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	35 ans et plus	3	2	66,67%	1	33,33%	0	0,00%	1	33,33%	0	0,00%	1	33,33%
	Sous-Total	3	2	66,67%	1	33,33%	0	0,00%	1	33,33%	0	0,00%	1	33,33%
Professionnel	Moins de 35 ans	8	6	75,00%	2	25,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	35 ans et plus	11	11	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	9,09%	0	0,00%	0	0,00%
	Sous-Total	19	17	89,47%	2	10,53%	0	0,00%	1	5,26%	0	0,00%	0	0,00%
Technicien	Moins de 35 ans	1	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	35 ans et plus	1	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	Sous-Total	2	2	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Personnel de bureau	Moins de 35 ans	0	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	35 ans et plus	2	2	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	Sous-Total	2	2	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Total		**26**	**23**	**88,46%**	**3**	**11,54%**	**0**	**0,00%**	**2**	**7,69%**	**0**	**0,00%**	**1**	**3,85%**

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Question 15 — Suite

Réponse :

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances pris par le personnel cadre au 31 mars 2020

Catégorie d'emploi : Cadre et TES

ANNÉE 2019-2020	
Jours de congé de maladie *	111,50

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2019-2020	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00	9,00	0,00	6,00	0,00	1,50	0,50	3,50,	28,50

***Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)**

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Question 15 — Suite

Réponse :

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de vacances pris ainsi que le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel professionnel au 31 mars 2020

Catégorie d'emploi : Professionnel

ANNÉE 2019-2020	
Jours de congé de maladie *	105,30

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2019-2020	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	0,50	24,00	18,75	63,17	174,64	10,00	18,61	4,63	40,50	11,25	0,00	11,00	377,04

ANNÉE 2019-2020	Total
Heures supplémentaires	
- réalisées :	165,33
- payées, remboursées :	18,00
- compensées :	147,33

***Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)**
Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Question 15 **Suite**

Réponse :

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances ainsi que le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel technicien au 31 mars 2020

Catégorie d'emploi : Technicien

ANNÉE 2019-2020	
Jours de congé de maladie *	1,00

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2019-2020	**Avril**	**Mai**	**Juin**	**Juillet**	**Août**	**Septembre**	**Octobre**	**Novembre**	**Décembre**	**Janvier**	**Février**	**Mars**	**Total**
Jours de vacances	0,00	8,00	2,00	0,00	9,00	0,00	0,00	1,00	5,00	2,50	1,00	0,00	28,50

ANNÉE 2019-2020	**Total**
Heures supplémentaires	
- réalisées :	0
- payées, remboursées :	0
- compensées :	0

***Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)**
Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Question 15 — Suite

Réponse :

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances ainsi que le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel de bureau au 31 mars 2020

Catégorie d'emploi : Personnel de bureau

ANNÉE 2019-2020	
Jours de congé de maladie *	51,71

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2019-2020	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	3,00	2,00	3,00	9,00	18,00	4,00	1,00	0,00	3,00	1,00	0,00	0,00	44,00

ANNÉE 2019-2020	Total
Heures supplémentaires	
- réalisées :	26,42
- payées, remboursées :	14,75
- compensées :	11,67

***Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)**

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Question 15 — Suite

Réponse :

Annexe C

Répartition des réserves de congés de maladie et des jours de vacances au 31 mars 2020

Catégories d'emplois	Réserve de congés de maladie	Nombre total	Réserve de jours de vacances	Nombre total
Cadre et TES	Moins de 10 jours	2	Moins de 10 jours	0
	10 à 50 jours	1	10 à 50 jours	3
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	Sous-Total	*3*	*Sous-Total*	*3*
Professionnel	Moins de 10 jours	11	Moins de 10 jours	20
	10 à 50 jours	4	10 à 50 jours	2
	50 à 100 jours	6	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	1	100 jours et plus	0
	Sous-Total	*22*	*Sous-Total*	*22*
Technicien	Moins de 10 jours	1	Moins de 10 jours	1
	10 à 50 jours	1	10 à 50 jours	1
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	Sous-Total	*2*	*Sous-Total*	*2*
Personnel de bureau	Moins de 10 jours	2	Moins de 10 jours	3
	10 à 50 jours	1	10 à 50 jours	0
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	Sous-Total	*3*	*Sous-Total*	*3*

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique. Exclut les réserves à zéro

Question 15 | Suite

Réponse :

Annexe D

Répartition des postes et de l'effectif, par catégorie d'emploi au 31 mars 2020

	Nombre d'effectifs réguliers en poste				
Régions administratives	**Cadres et TES**	**Professionnels**	**Techniciens**	**Personnel de bureau**	**Total**
Capitale-Nationale	3	19	2	2	26
Total	**3**	**19**	**2**	**2**	**26**

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

Question 16	**Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de :** **a) le nombre de départs à la retraite incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;** **b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.** **c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.** **d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

Réponse :

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2019-2020, seulement.

b) Aucun remplacement effectué en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

c) Référer à la réponse de la question 16 a).

d) Au cours de l'année 2019-2020, le Secrétariat à la condition féminine a engagé deux personnes retraitées de la fonction publique pour des contrats.

Question 17	**Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :** **a) l'emplacement de la location;** **b) la superficie totale pour chaque local loué;** **c) la superficie totale réellement occupée;** **d) la superficie inoccupée;** **e) le coût de location au mètre carré;** **f) le coût total de ladite location;** **g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;** **h) la durée du bail;** **i) le propriétaire de l'espace loué;** **j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.** **k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.**

Réponse :

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2019	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
905, avenue Honoré-Mercier, 3e étage, Québec (Québec) G1R 5M6	189 783,76 $	740,03 m^2	210 $	20 ans	Groupe Mach
	$				
	$				
	$				
	$				
	$				
	$				
	$				
	$				

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Question 18	**Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :** **a) la ou les dates des travaux;** **b) les coûts;** **c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Question 19	**De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :** **a) la ou les dates des travaux;** **b) les coûts;** **c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 18.

Question 20	**Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :** **a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;** **b) le titre de la fonction;** **c) l'adresse du port d'attache;** **d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;** **e) la prime de départ versée, le cas échéant;** **f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;** **g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;** **h) la description de tâches;** **i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;** **j) le nombre total d'employés au cabinet;** **k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;** **l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;** **m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.***

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

Question 21	**Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :** **a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;** **b) la circonscription électorale;** **c) le montant attribué;** **d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26). http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Question 22	**Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :** **a) le nom de la personne;** **b) le poste occupé;** **c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;** **d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;** **e) la date de l'assignation hors structure;** **f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;** **g) les prévisions pour 2020-2021.**

Réponse :

Tout le personnel hors structure occupe un poste et des fonctions au sein du Ministère ou dans d'autres MO de la fonction publique en 2019-2020.

Question 23	**Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :** **a) le poste initial;** **b) le salaire;** **c) le poste actuel, s'il y a lieu;** **d) la date de la mise en disponibilité;** **e) les prévisions pour 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 24	**Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :** **a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);** **b) par catégorie d'âge;** **c) prévisions pour 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 25	**Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.**

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine ne possède aucun bureau régional.

Question 26	**Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 15j.

Question 27	**Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :** **a) le nom de la personne;** **b) le poste occupé et le nom de l'organisme;** **c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;** **d) l'assignation initiale;** **e) l'assignation actuelle;** **f) la date de l'assignation hors structure;** **g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine ne rémunère aucun effectif affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

Question 28

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

FOURNISSEUR	COÛT ($)	DESCRIPTION
Le Devoir	321,86 $	Abonnement journalier
Le Soleil	324,59 $	Abonnement journalier
Messageries Dynamiques, Journal de Québec	237,35 $	Abonnement journalier
Québec Municipal	510,00 $	Bulletin d'information électronique
I.C.I. Influence communications inc.	8 004,63 $	Revue de presse

Question 29	**Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :** a) **le coût de chacun;** b) **le fournisseur;** c) **la nature du service.** **Ventiler le montant total par catégories.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 28.

Question 30	**Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**

Réponse :

Aucune somme déboursée en 2019-2020 pour l’achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Question 31	**Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :** **a) le nom du site Web;** **b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;** **c) les coûts de construction du site;** **d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;** **e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);** **f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);** **g) la fréquence moyenne de mise à jour;** **h) le responsable du contenu sur le site;** **i) les noms de domaines réservés;** **j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.**

Réponse :

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.scf.gouv.qc.ca	
SUJETS	**DÉTAILS**
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site a été développé par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine en collaboration avec DMR.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Nul pour 2019-2020
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	5 751 $
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 $
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour sont réalisées ponctuellement.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Secrétariat à la condition féminine

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.jesigneenligne.com	
SUJETS	**DÉTAILS**
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site a été développé par Cossette Communication.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Nul pour 2018-2019
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	900 $
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 $
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour étaient réalisées ponctuellement. Prendre note que ce site a été fermé en mai 2019
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Secrétariat à la condition féminine

Question 32	**Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :** **a) la liste;** **b) le nom de la personne;** **c) les mandats de chacune de ces personnes;** **d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;** **e) le résultat du travail effectué;** **f) les échéances prévues;** **g) les sommes impliquées.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 8.

Question 33

Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

a) les régions et les villes visitées;

b) les personnes rencontrées;

c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;

d) les raisons du déplacement;

e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

f) les coûts ventilés;

g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse :

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE		
RÉGIONS		DÉPENSES
1	BAS-SAINT-LAURENT	$
2	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	$
3	CAPITALE-NATIONALE	$
4	MAURICIE	$
5	ESTRIE	$
6	MONTRÉAL - Consultations pré-forum - Comité de travail en violence conjugale et Forum des partenaires en égalité les 26-27 février 2020	524 $ 38 386 $ 38 910 $
7	OUTAOUAIS	$
8	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	$
9	CÔTE-NORD	$
10	NORD DU QUÉBEC	$
11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	$
12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	$
13	LAVAL	$
14	LANAUDIÈRE	$
15	LAURENTIDES	$
16	MONTÉRÉGIE	$
17	CENTRE-DU-QUÉBEC	$

Question 34	**La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 :** **a) le détail des mandats;** **b) le coût (déplacements, etc.);** **c) le nombre de ressources affectées;** **d) le nombre de rencontres;** **e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;** **f) l'objet;** **g) les dates.**

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

Question 35	**Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 36	**La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 37	**Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 38	**L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.**

Réponse :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2019-2020** des ministères et organismes.

Question 39	**Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 40	**Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.**

Réponse :

En 2019-2020, le Secrétariat à la condition féminine n'a reçu aucune somme du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

Question 41	**Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.**

Réponse :

Le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonis :

Bonis pour rendement exceptionnel au Secrétariat à la condition féminine			
Année financière	**2019-2020**		
Catégorie d'emploi	**Fonctionnaire**	**Professionnel**	**Total**
Nombre	0	4	**4**
Montant	0	3 708,56 $	**3 708,56 $**

Question 42	**Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.**

Réponse :

En 2019-2020, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Question 43	**Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.**

Réponse :

Aucune prime de départ n'a été versée par le Secrétariat à la condition féminine en 2019-2020.

Renseignements généraux — Étude des crédits 2020-2021

Question 44	**Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 45	**Pour 2019-2020, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :** **a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;** **b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction ou de tâches.

Question 46	**Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :** **a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;** **b) fournir la liste des salaires versés.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Question 47	**La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 48	**Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 49	**Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question 50	**Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévision pour 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question 51	**Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

Question 52	**Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

Question 53	**Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

Question 54	**Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

Question 55	**Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question 56	**Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Question 57	**Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :** **a) la dépense totale (opération et capital);** **b) les grands dossiers en cours;** **c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;** **d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;** **e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.**

Réponse :

a)

	2019-2020
Logiciels ou licences	105,59 $
Matériel	0 $
Services professionnels	
➢ Interne	0 $
➢ Externe	0 $
➢ CSPQ (Gestion du poste de travail bureautique et hébergement des sites Web)	62 457,28 $
➢ CSPQ (Entretien et maintenance des sites Web)	2 751,00 $

b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/).

c) Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

e) Référer à la réponse de la question 11.

Question 58	**Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 59	**Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 60	**Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun :** **a) le sujet;** **b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;** **c) les coûts reliés à sa réalisation;** **d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.** **Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

Question 61	**Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :** **a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;** **b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;** **c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.**

Réponse :

Aucune personne n'a bénéficié du paiement de cotisation à une association professionnelle en 2019-2020.

Question 62	**La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 63	**Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :** **a) La date ;** **b) La nature ;** **c) Les participants ;** **d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, Capitale Nationale du Québec.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 64

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
a) **La date;**
b) **La nature;**
c) **Les questions posées;**
d) **Les réponses;**
e) **La firme retenue;**
f) **Les coûts.**

Réponse :

Marketing Léger Inc.	13 500 $
Marketing Léger Inc.	12 500 $

Ces deux contrats ont été accordés en 2018-2019, mais les résultats des sondages ont été déposés en 2019-2020.

Question 65	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.**

Réponse :

Aucune somme dépensée et action réalisée en 2019-2020 dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec.

Question 66	**Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 67	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Question 68	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.**

Réponse :

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Question 69	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.**

Réponse :

Aucune somme dépensée ou action réalisée en 2019-2020 dans le cadre de la Politique culturelle du Québec.

Question 70	**Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :** **a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;** **b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.**

Réponse :

Dans le cadre de la Campagne visant à contrer la violence sous toutes ses formes, volet sur les violences sexuelles et la violence conjugale, le pourcentage des dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux est de 31 % pour un montant de 165 255 $.

Question 71	**Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de *l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 72	**Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 73	**Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 74	**Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 75	**Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 76	**Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 77	**Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 78	**Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 79	**Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 80	**Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 81	**Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 82	**Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 83	**Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Renseignements généraux — Étude des crédits 2020-2021

Question 84	**Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :** **a) le nombre d'autorisations;** **b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;** **c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;** **d) le montant accordé;** **e) les motifs de la demande;**

Réponse :

FOURNISSEUR	COÛTS ADDITIONNELS	MOTIF DE LA DEMANDE
Paradoxx	395 $	Finalisation d'une capsule d'animation pour le projet SansStéréotypes

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

Question 85	**Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :** **a) les noms du professionnel ou de la firme;** **b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);** **c) le coût;** **d) l'échéancier;** **e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 8.

Question 86	**Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 :** **a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;** **b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;** **c) le nombre total de demandes reçues;** **d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);** **e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;** **f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;** **g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.**

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2019-2020** des ministères et organismes.

Question 87 **La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**

Réponse :

1. Comités interministériels coordonnés, présidés ou coprésidés par le Secrétariat à la condition féminine

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2019-2020
Comité interministériel de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s en matière de violences sexuelles	Assurer une concertation de niveau décisionnel en vue de la réalisation et du suivi des actions gouvernementales en matière d'agression sexuelle et d'exploitation sexuelle.	SCF, MJQ, MSSS, MSP, MEES, MTESS, SAA, MFA, MIFI, MAMH, DPCP, OPHQ, MCC.	1 rencontre et rencontres bilatérales
Comité de niveau professionnel sur la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles	Favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes engagés dans la stratégie gouvernementale en matière de violences sexuelles et contribuer au suivi et à la reddition de comptes de cette stratégie.	SCF, MJQ, MSSS, MSP, MEES, MTESS, SAA, MFA, MIFI, MAMH, DPCP, OPHQ, MCC.	1 rencontre et rencontres bilatérales
Comité interministériel de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s en matière de violence conjugale	Assurer une concertation de niveau décisionnel en vue de la réalisation et du suivi des actions gouvernementales en matière de violence conjugale.	CSF, SCF, MJQ, MFA, MSP, MEES, MTESS, SAA, FAMILLE, MIFI, MAMH, DPCP, OPHQ, MCE (SAJ), SHQ.	1 rencontre et rencontres bilatérales
Comité interministériel de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s en matière de violence conjugale – Volet autochtone : violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits	Assurer les travaux d'élaboration de nouvelles actions en matière de violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits.	SCF, SAA, MEES, MJQ, MSP, MTESS, DPCP, MSSS (SA), SHQ, MAMH MCE (SAJ), MFA	2 rencontres

Question 87 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2019-2020
Comité de niveau professionnel sur la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*	Favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes engagés dans le *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale* 2018-2023 et contribuer au suivi et à la reddition de comptes de ce plan d'action.	CSF, SCF, MJQ, MSSS, MSP, MEES, MTESS, SAA, FAMILLE, MIFI, MAMH, DPCP, OPHQ, SAJ, SHQ.	3 rencontres et rencontres bilatérales
Comité de travail ad hoc de niveau directeur pour les nouvelles actions en matière de violence conjugale	Assurer une concertation de niveau décisionnel en vue de l'élaboration de nouvelles actions gouvernementales en matière de violence conjugale en complément de l'actuel *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*.	SCF, MJQ, MSP, MSSS, MFA, DPCP	Directeur et professionnel 5 rencontres et rencontres bilatérales
Comité interministériel de niveau professionnel en matière de violence conjugale – Volet autochtone : violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits	Favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes concernés par les enjeux de violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits.	SCF, SAA, MEES, MJQ, MSP, MTESS, DPCP, MSSS (SA), SHQ, MAMH MCE (SAJ), MFA	2 rencontres
Comité de gouverne du Programme d'aide à la sensibilisation des salariés et des travailleurs autonomes, y compris les artistes et les	Assurer la gouvernance générale du Programme d'aide à la sensibilisation des salariés et des travailleurs autonomes, y compris les artistes et les travailleurs de la culture, en matière de harcèlement sexuel au travail.	MTESS, MEES, MCC, CNESST, SCF, Tourisme.	2 rencontres

Question 87 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2019-2020
travailleurs de la culture, en matière de harcèlement sexuel au travail			
Comité interministériel sur la promotion des rapports égalitaires	Assurer la coordination gouvernementale en matière de promotion de modèles et de comportements égalitaires. Assurer une cohésion dans la stratégie et dans le développement des travaux. Soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égalitaires dans les lieux d'éducation.	SCF, MEES, MSSS, MFA, MCE (SAJ), MIDI, BLCH.	1 rencontre
Table des partenaires femmes et politique municipale	Assurer la concertation entre les intervenants qui réalisent des initiatives favorisant la participation des femmes à la politique municipale québécoise.	SCF, MAMH, UMQ, FQM, Élections Québec, CSF, Groupe Femmes, Politique et Démocratie, Conseil des Montréalaises, Ville de Montréal.	1 rencontre
Comité interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes	Assurer une action gouvernementale concertée dans la mise en œuvre des actions de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021* ainsi qu'une collaboration cohérente dans les travaux liés aux enjeux liés à l'égalité entre les femmes et les hommes.	SCF, MAMH, MEES, MF, MIDI, MJQ, MSSS, MTESS, OPHQ, SA, MSP, INSPQ, Curateur public, CSF, CNESST, CGAP, CCQ.	1 rencontre

Question 87 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2019-2020
Comité femmes autochtones	Le SCF et le SAA se sont engagés dans le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (PAGDSPNI) à « mettre en place un comité de travail Femmes autochtones, œuvrant en matière de violences sexuelles, d'égalité entre les femmes et les hommes et de violence conjugale et familiale en vue de prioriser des actions structurantes pour les femmes autochtones »	SAA, SCF, MJQ., MSP, MSSS, MFA, Association des femmes cries de Eeyou Istchee, Association des femmes inuit du Nunavik Saturviit, Association des Inuit du sud du Québec, Collectif Femmes Autochtones, Leadership Gouvernance, Cercle de femmes élues de l'APNQL, Femmes autochtones Québec (FAQ), Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	1 rencontre du comité et 1 rencontre de travail de 1 sous-groupe
Comité d'orientation de projet pour l'Enquête populationnelle en violence conjugale	Conseiller l'ISQ et le SCF sur des aspects de contenu de l'enquête populationnelle et formuler des recommandations sur des éléments bien précis tels que le questionnaire d'enquête, les indicateurs, la construction des échelles de mesure, etc.	SCF, ISQ, MSSS, MJQ, MSP, INSPQ.	5 rencontres
Comité de suivi élargi du programme *Empreinte, agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel*	Appuyer le déploiement du programme Empreinte et travailler en vue d'assurer sa pérennité.	SCF, RQCALACS et 5 CALACS, MCE (SAJ), MSSS, MEES, MJQ, MSP.	1 rencontre

Question 87 **Suite**

Réponse :

2. Comités interministériels coordonnés par un autre ministère ou organisme

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2019-2020
Réseau de répondants gouvernementaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Assurer le suivi du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale*, et également la reddition de comptes prévue à la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Travaux d'élaboration du prochain plan de lutte à la pauvreté.	MAMH, MEI, MFQ, MEES, MIDI, MJQ, MRN, MSSS, MTQ, MTESS, MCE (SAA), SHQ, SCF.	1 rencontre
Comité interministériel sur l'action communautaire	Participer, en collaboration avec le SACAIS, aux divers travaux relatifs aux modes de soutien financier, à l'harmonisation et à la simplification des pratiques administratives, à la reddition de comptes, à l'élaboration des nouveaux programmes du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, à la mise en place des outils ou mécanismes devant faire connaître les balises nationales à tous les échelons de l'administration gouvernementale ou de tout autre appui à fournir aux ministères et aux organismes gouvernementaux dont l'administration est déconcentrée, ainsi qu'à toute autre matière relevant de l'application de la politique.	Tous les MO attribuant des subventions aux organismes communautaires.	6 rencontres
Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT)	La TGAT est instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Elle agit à l'échelle nationale. Cette Table a pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	MAMH, MAPAQ, MCC. MEI, MERN, MFA, MFFP,, Hydro-Québec, MIFI MSS, SCF. Secrétariat à la Capitale-National, SCT, MSSS (SA), MSP, SA, Société des traversiers du Québec, Société du Plan Nord, MTQ, MTESS, Tourisme, MJQ, SHQ, Sépaq, Investissement Québec, Finances, MELCC, Conseil des arts et des lettres du Québec, CSPQ.	3 rencontres

Question 87 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2019-2020
Comité stratégique sur les travaux d'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire	Dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC), les sous-ministres adjoints ou associés, secrétaires adjoints ou associés et les vice-présidents des ministères et organismes gouvernementaux ont été appelés à établir les grandes orientations concernant les travaux d'élaboration du PAGAC et à faire le lien avec les autorités des ministères et organismes participants.	Ministères et organismes gouvernementaux concernés par les travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental	3 rencontres
Comité de travail sur le soutien et la reconnaissance de l'action communautaire sur les communautés autochtones	Dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC), quatre comités de travail ont été mis en place par le MTESS. Le comité de travail en matière d'action communautaire sur les communautés autochtones a pour mandat de faire un portrait des enjeux entourant la reconnaissance et le soutien de l'action communautaire sur les communautés autochtones (conventionnées et non conventionnées) et de formuler des recommandations au CIAC, en vue de favoriser une meilleure cohérence gouvernementale en cette matière.	SAA, MTESS, SCF, SCT, MSP, MJQ, MSSS	8 rencontres
Table interministérielle en itinérance	Participer à l'élaboration du prochain plan d'action 2020-2025. Agir à titre de comité de suivi des plans d'action interministériel en itinérance 2015-2020 et 2020-2025. Favoriser l'implantation des plans d'action 2015-2020 et 2020-2025.	Coordination : MSSS Membres : SHQ, MEES, MIFI, SAA, MTESS, SAJ, MJQ, MAMH, MSP, SCF, RAMQ, DPCP.	3 rencontres
Comité interministériel pour la révision du salaire minimum	Définir un cadre de référence afin de guider les décisions relatives à l'évolution du salaire minimum et réviser annuellement le salaire minimum au Québec.	MFQ, SCF, CNESST, MTESS, MEI.	1 rencontre

Question 87 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2019-2020
Comité de suivi de l'Action concertée - Programme de recherche sur la violence conjugale	Comprendre et suivre le déroulement des recherches et prendre connaissance des résultats en cours de processus. Échanger sur le déroulement des recherches et, au besoin, soutenir les équipes de recherche dans les choix qu'elles doivent faire en cours de route. Contribuer à réduire ou contourner les difficultés qui se présentent en cours de réalisation du projet. Préparer le terrain pour améliorer le potentiel de retombées du projet et envisager, dès les premiers résultats, des moyens pour favoriser le transfert des connaissances.	À cœur d'homme, Association de médiation familiale du Québec, CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île de Montréal, CIUSSS de la Capitale-Nationale, MFQ, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, INESSS, INSPQ, MEES, MSSS, MTESS, MJQ, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Regroupement pour la Valorisation de la Paternité, Relais-Femmes.	1 rencontre
Comité de suivi de l'action 5 du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*	Échanger sur certains paramètres de la synthèse des connaissances, convenir de certaines orientations, faire part de l'avancement des travaux, partager des enjeux influençant le bon déroulement du projet et partager les résultats préliminaires.	Coordination : Secrétariat aux aînés (MSSS) Membres : INSPQ, MSSS, SCF	3 rencontres
Comité des coordonnatrices et coordonnateurs en affaires autochtones	Mener des travaux en vue de la mise en œuvre et du suivi du premier *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.*	SAA, SCF, MSSS, MESS, MTESS, SAIC, CCQ, MAMH, MCC, MEI, MFA, SHQ, MJQ, MCE (SAJ), MSP.	3 rencontres

Question 87 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2019-2020
Réseau interministériel de répondantes et répondants de *la Stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 Ensemble, nous sommes le Québec*	Favoriser le partage d'information et l'instauration de collaboration optimale entre les ministères et organismes concernés, notamment pour le suivi de la mise en œuvre de la *Stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021*.	MRIF, SCT, MFA, MJQ, DPCP, SES, SAJ, MCC, SCF, MTESS, MEES, MSSS, CDPDJ, MEI, SPL, MAMH, MSP, Finances	1 rencontre
Comité interministériel sur le soutien aux proches aidants	Assurer une action gouvernementale concertée pour le soutien aux personnes proches aidantes.	SA, MSSS, MEES, MFA, Finances, MTESS, OPHQ, SCF, Retraite-Québec, MTQ.	1 rencontre
Comité multisectoriel sur la violence conjugale – femmes immigrées et racisées (action 47 du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*)	Recenser les activités, outils et services existants en matière de violence conjugale dans chacun des ministères et organismes membres du Comité. Réaliser un plan de travail visant à utiliser les sommes disponibles dans le cadre de l'action 47, sur la base des priorités identifiées par les membres du comité. Mettre en œuvre le plan de travail, l'évaluer et le mettre à jour annuellement, pour la durée du plan d'action. Adresser certaines recommandations qui émaneraient des travaux aux acteurs et actrices concernées.	MIFI, MSSS, SCF	5 rencontres

Question 87 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2019-2020
Comité interministériel sur les droits de la personne	Le Comité interministériel sur les droits de la personne constitue le principal mécanisme de consultation et de concertation des ministères et organismes québécois pour le respect et le suivi des engagements internationaux du Québec en matière de droits de la personne, ainsi que pour la protection et la promotion de ces droits sur la scène internationale. Renforcer le positionnement du gouvernement du Québec dans ce secteur d'activités en améliorant à la fois la cohérence, la portée et la pertinence de son action.	MEES, MFA, MIFI, MJQ, MSSS, MSP, MRIF, MTESS, OPHQ, SAA, SCF, SHQ, SQRC	1 rencontre
Comité interministériel de la Francophonie	Le Comité interministériel de la Francophonie est le principal mécanisme de concertation et de renforcement des ministères et organismes gouvernementaux québécois pour le suivi des engagements et de la participation du Québec à la Francophonie institutionnelle, notamment au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie.	MCC, SCF, DGEQ, ANQ, MSP, SQ, MEES, SAJ, MELCC, MEI, RNF, MERN, MFFP, MIFI, MJQ (BLCHT), MAMH, MEI, CRIQ	1 rencontre
Groupe de travail sur le Forum des Premières Nations en agressions sexuelles	Coordonné par le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), ce groupe de travail de niveau sous-ministres adjoints et associés a été mis sur pied afin de coordonner la réponse du gouvernement du Québec aux demandes de soutien financier et de participation au Forum des Premières Nations sur les agressions sexuelles, tenu du 27 au 29 mars 2018.	SAA, SCF, MJQ, MSSS, MSP.	2 rencontres

Question 87 **Suite**

Réponse :

Comité directeur visant à assurer le suivi des travaux des commissions d'enquêtes autochtones au Québec	Coordonné par le MJQ et le SAA, le mandat du comité directeur consiste à coordonner la réponse gouvernementale aux travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec, ainsi que le suivi des travaux de l'Enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées.	SAA, MJQ, MSP, MSSS, SCF, SQRC, MEES	11 rencontres
Groupe de travail visant à assurer le suivi des travaux des commissions d'enquêtes autochtones au Québec	Coordonné par le MJQ et le SAA, le mandat de ce groupe de travail consiste à assurer le suivi des travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec, ainsi que le suivi des travaux de l'Enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées. Il permet notamment de coordonner la collaboration du gouvernement du Québec à ces commissions d'enquête.	SCF, MJQ, SAA, MSSS, MSP,. MEES, MTESS, SHQ, DPCP, MCC	9 rencontres
Comité interministériel *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2023*	Effectuer le suivi de la mise en œuvre des mesures figurant au *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022.* Le SCF n'a aucune mesure inscrite dans ce plan, toutefois il contribue au Comité entre autres par son expertise en ADS.	BLCHT (MJQ), SCF, DEC, SAA, MEI, MSSS, Secrétariat aux aînés, MSP, MRIF, MEES, Famille, MIFI, MTESS, MAMH, SAJ	2 rencontres
Comité interministériel *Plan d'action concerté pour prévenir et lutter contre l'intimidation 2015-2018*	Élaborer le prochain plan d'action en proposant des nouvelles mesures. Le SCF a également fait une présentation de l'ADS au comité, aidé le ministère de la Famille à concevoir ses fiches actions et accompagné certains ministères et organismes pour la prise en compte de l'ADS dans la conception de leurs actions.	BLCH, SCF, Secrétariat du travail (MTEES), SAJ, Famille, MEES, MSSS, DPCP, MJQ, MSP, MIDI, MAMH, CNESST, SAA, OPHQ, SCG	4 rencontres
Comité de suivi du *Plan d'action gouvernemental 2015-2018 La radicalisation au Québec :*	Effectuer le suivi de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental 2015-2018 La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble.*	MIFI, CDPDJ, DPCP, MJQ, MSP, MEES, SCF, MSSS, MRIF, MTESS, MAMH	2 rencontres et un midi conférence (Chaire Unesco en prévention de la

Question 87 **Suite**

Réponse :

agir, prévenir, détecter et vivre ensemble			radicalisation), suivi d'un atelier de travail fermé.
Comité de suivi de l'Action concertée – La radicalisation menant à la violence au Québec : mieux comprendre pour mieux prévenir	Comprendre et suivre le déroulement de la recherche et prendre connaissance des résultats en cours de processus. Échanger sur le déroulement de la recherche et, au besoin, soutenir les équipes de recherche dans les choix qu'ils doivent faire en cours de route. Contribuer à réduire ou contourner les difficultés qui se présentent en cours de réalisation du projet. Préparer le terrain pour améliorer le potentiel de retombées du projet et envisager, dès les premiers résultats, des moyens pour favoriser le transfert des connaissances. Les résultats du projet de recherche ont été présentés le 7 février dernier.	FRQ, DPCP, MIFI, MSP, MEES, MSSS, MJQ, SCF, Famille, MAMH, MTESS, MRIF	3 rencontres
Comité interministériel sur les stages	Soulever des enjeux, dégager des constats et proposer des recommandations aux organisations concernées par la gestion des stages, tout particulièrement sur la question de la compensation des stagiaires.	MEES, MSSS, SCT, SCF, ST	1 rencontres
Comité consultatif sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques	Réviser le règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques. Le SCF participe à ce comité coordonné par la Régie de l'alcool, des courses et des jeux en vue de prévenir la publicité sexiste ainsi que dans une perspective de prévention en matière de santé des jeunes femmes.	MCE (SAJ), MSSS, SCF, ministère des Finances, MEI, Éduc'alcool, INSPQ, ASPQ, CCDUS et divers membres de l'industrie des boissons alcooliques	4 rencontres

Question 87 **Suite**

Réponse :

Comité interministériel jeunesse	Faire part des orientations, de la démarche et des étapes à venir concernant l'élaboration de la prochaine Stratégie d'action jeunesse.	MAPAQ, MCC, MEES, MDDEP, Finances, MIFI, MRIF, MSP, MSSS, MTQ, CNESST, MCE, MAMH, MEI, MFA, MTESS, SCT	1 rencontre
Comité de sélection du Programme d'aide à la sensibilisation des salariés et des travailleurs autonomes, y compris les artistes et les travailleurs de la culture, en matière de harcèlement sexuel au travail	Assurer la sélection des projets et leur suivi du Programme d'aide à la sensibilisation des salariés et des travailleurs autonomes, y compris les artistes et les travailleurs de la culture, en matière de harcèlement sexuel au travail.	MTESS, MEES, MCC, CNESST, SCF, Tourisme.	1 rencontre
Comité interministériel pour la mixité en emploi	Contribuer à la progression de la mixité en emploi – incluant la représentation des femmes dans les métiers et professions majoritairement masculins (dont les professions scientifiques et technologiques) et la représentation des hommes dans les métiers et professions majoritairement féminins.	SCF, MEI, MEES, MTESS, MTESS, MTQ, MAPAQ, MSSS, MFFP, MELCC, MERN, MCC, MFA, MCE (SAJ)	4 rencontres

Question 87 **Suite**

Réponse :

3. Autres comités

Comité	A. Mandat	B. membres	C. Rencontres 2019-2020
Forum fédéral, provincial et territorial des ministres responsables de la Condition féminine (rencontres ministérielles)	Échanger des connaissances et de l'information dans le but de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes de différents horizons, y compris entre les filles et les garçons. Entreprendre des initiatives conjointes qui font consensus parmi les membres en vue de faire progresser la situation des femmes et des filles.	Canada, Ontario, Québec, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Manitoba, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Saskatchewan, Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest, Yukon, Nunavut.	1 rencontre
Forum fédéral, provincial et territorial des ministres responsables de la Condition féminine (rencontres de hautes fonctionnaires)	Conseiller les ministres et leur recommander les domaines d'action prioritaires. Élaborer un plan stratégique pour cerner les éléments et les activités d'intérêt commun, notamment en mettant activement en avant des dossiers et des initiatives qui auront un écho dans tout le pays, qui sont d'actualité et qui ont une incidence sur les femmes.	Canada, Ontario, Québec, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Manitoba, Colombie-Britannique, Île-du-Prince Édouard, Saskatchewan, Alberta, Terre-Neuve et Labrador, Territoires du Nord-Ouest, Yukon, Nunavut.	4 rencontres
Conseil du statut de la femme	Élaborer les grandes orientations. Approuver les avis et les mémoires produits par la Direction de la recherche et de l'analyse du CSF. Entériner les recommandations transmises au gouvernement.	Membres du CSF	2 rencontres

Question 87 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. membres	C. Rencontres 2019-2020
Comité utilisateur des services en technologies de l'information	Assurer le suivi des ententes et des enjeux en technologies de l'information.	CSPQ, SCF, MAMH, OSRCPC, MF, MESS, CGAP, MTQ.	4 rencontres
Comité enjeux d'hébergement en 2ème étape pour les femmes et enfants victimes de violence conjugale	Le comité se réunit dans le cadre des actions 18 et 19 du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023, au sujet du financement des maisons d'hébergement en violence conjugale. Il assure un suivi au sujet des enjeux d'hébergement en 2ème étape pour les femmes et enfants victimes de violence conjugale.	SHQ, MSSS, SCF, Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale	3 rencontres

Question 88	**Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

Question 89	**Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).**

Réponse :

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au **Rapport annuel 2019-2020** des ministères et des organismes ainsi qu'au **Rapport annuel d'activités 2019-2020** du Protecteur du citoyen.

Question 90	**Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :** **a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère;** **b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés;** **c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant. i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent;** **d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère;** **e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement;** **f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'études des crédits.

Question 91	**Veuillez fournir le nombre d'effectifs attitrés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question 92	**Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 15m.

Question 93	**Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.** **a) Nombre de stagiaires reçus;** **b) Heures de stages effectués;** **c) Rémunération totale déboursée.**

Réponse :

Aucun montant alloué en 2019-2020 à la rémunération des stages.

Question 94	**Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :** **a) nombre total de véhicules;** **b) le type de véhicules;** **c) le nombre de véhicules hybrides;** **d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;** **e) le nombre de véhicules électriques.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'études des crédits.

Québec